



Ville de Carouge
Service constructions, entretien et sports

Route du Val-d'Arve 92
1227 Carouge
Tél. 022 307 89 60
Fax 022 307 89 69
scs@carouge.ch

**RÉNOVATION ET MISE EN CONFORMITÉ SECURITÉ-ÉNERGIE DU
GROUPE SCOLAIRE ET DU CENTRE SPORTIF DES PERVENCHES**
4 rue Louis-de-Montfalcon, 20 avenue de la Praille

Mandat d'ingénieur civil

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

CENTRE DES PERVENCHES

Procédure ouverte

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIÈRES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

2. INFORMATIONS GÉNÉRALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet de l'appel d'offres

2.2.2 Descriptif

2.2.3 Eléments historiques / Travaux d'entretien

2.2.4 Programme de rénovation

2.2.5 Situation foncière

2.2.6 Audit et étude de faisabilité

2.2.7 Coût estimé de l'opération

2.2.8 Prestations du mandataire

2.2.9 Organisation du mandat

2.2.10 Délais

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

DOCUMENTS À RETOURNER DÛMENT COMPLÉTÉS À L'ADJUDICATEUR

- **Document B1**
 - **Attestations demandées**
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch

- Document A1, cahier des charges (.pdf)
- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat (.doc)
- Extrait cadastral (.pdf)
- Dossier de plans de l'école et du centre sportif à l'échelle 1/200 (.pdf)
 - Sous-sol
 - Rez
 - Niv 1,2,3
 - Elévations nord, ouest et coupe CC
 - Elevations sud, est et coupe DD
 - Coupes AA,BB,EE
- Extrait SITG , mensurations/données sous-sol (pdf)
- Diagnostic sur l'état de carbonatation des bétons, bureau Erbeia Ingénierie civile SA (pdf)
- Rapport d'analyses de la société LaboTech Sàrl, meniveau de contamination des bétons par les chlorures
- Dossier photos générales (pdf)
- Dossier photos des sondages effectués dans les faux-plafonds (pdf)

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Plateforme d'information pour la construction durable, fiches CFC écologiques : www.eco-bau.ch
- Répercussion écologique des matériaux : www.catalogueconstruction.ch
- KBOB : diverses recommandations sur le thème de la construction durable
- SIA 112/1 Construction durable-bâtiment
- OFSP : « Climat intérieur sain », fiche d'information eco-bau

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

La Ville de Carouge organise un appel d'offres en procédure ouverte pour le projet :

Rénovation et mise en conformité sécurité-énergie du groupe scolaire et du centre sportif des Pervenches, rue Louis-de-Montfalcon 4, avenue de la Praille 20

Le présent appel d'offres a pour objectif de désigner un ingénieur civil pour participer, avec l'architecte mandaté, aux travaux de rénovation et assainissement du groupe scolaire et du centre sportif des Pervenches.

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

Les ingénieurs civils participant à cet appel d'offres en procédure ouverte doivent remplir l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'ingénieur civil de l'Ecole d'Ingénieurs de Genève (EIG), des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- ou**
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Fondations des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG A ou REG B), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.
- et**
- avoir exercé pendant dix ans au moins une activité en rapport, quant à sa nature et à son importance, avec celle dont relève le mandat.

2. INFORMATIONS GÉNÉRALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Carouge
Place du Marché 14
1227 Carouge

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet de l'appel d'offres

Désigner un ingénieur civil en tant que professionnel spécialisé, pour les prestations définies au point 2.2.8.

2.2.2 Descriptif

Le groupe scolaire nécessite une réhabilitation complète de ses locaux et de son enveloppe, dans le respect de sa substance historique, avec rénovation des installations CVSE. Spatialement, le plan des locaux existant sera en grande partie maintenu, seuls quelques locaux annexes devront faire l'objet d'une réorganisation.

Une étude sera menée afin de pouvoir juger de la pertinence d'un aménagement des combles du bâtiment.

Le centre sportif nécessite également une réhabilitation complète de ses espaces d'activités sportives et de son enveloppe, avec rénovation des installations CVSE.

Spatialement, l'organisation générale en plan est maintenue. Une étude sera menée sur les espaces de vestiaires, services et de distribution pour en évaluer le potentiel de rationalisation.

Les mandataires architectes évalueront également la nécessité d'intégrer le volume disponible des citernes à mazout désaffectées dans les espaces aménagés, pour répondre aux besoins en surfaces complémentaires des utilisateurs et porteront une réflexion sur toute autre possibilité d'extension des surfaces utiles du centre sportif en maintenant un ratio volume-coût raisonnable.

2.2.3 Eléments historiques / Travaux d'entretien

École des Pervenches :

Au tournant du XXème siècle, le quartier des Acacias en plein développement requiert la construction d'une nouvelle école. Un concours sera organisé en 1908 par la municipalité.

Le programme initial prévoit une école enfantine et primaire, une école ménagère, une bibliothèque, un musée, une salle de gymnastique ainsi qu'une cuisine et divers locaux annexes.

Les lauréats, Henri Garcin et Charles Bizot proposent un bâtiment d'expression régionaliste, qui s'inscrit dans la mouvance hygiéniste du XIXème siècle. Le traitement de la toiture et le soubassement en ronde-bosse se réfèrent au style « village suisse ».

A leur actif, on peut citer la construction de l'école des Eaux-Vives (1907-1915), de l'école de Sécheron (1909-1911) et de la « Maison Royale (1908) » au quai Gustave-Ador.

Implantée le long de l'ancienne rue des Pervenches, l'école a été inaugurée le 3 janvier 1911, après deux années de chantier.

La composition générale du bâtiment présente un volume central rectangulaire et deux corps latéraux faisant saillie côté nord. Au niveau du rez s'ajoutent des porches et perrons d'accès de dimensions variées.

A l'origine, le sous-sol abritait un réfectoire, une cuisine, des douches ainsi que divers espaces de service. Au rez-de-chaussée on trouvait des salles de classes, la salle de jeu, la loge du concierge, une salle de gymnastique et une salle de conférences. Les deux premiers étages étaient occupés par des classes et les combles par les locaux destinés à l'école ménagère.

La typologie des espaces inscrit les salles de classe au sud et les distributions et zones de service côté nord. L'ensemble des locaux du rez et des étages est éclairé par de larges ouvertures et les espaces utiles du sous-sol par des fenêtres hautes.

Un préau couvert sera édifié en août 1931 puis démoli en 1979 lors de la construction du centre sportif.

Le gros œuvre de l'école allie les matériaux traditionnels et la technique innovante du ciment armé.

La maçonnerie verticale est réalisée en pierre de Meillerie, les arcs de décharge en briques et le soubassement en roche de Thoiry.

La pierre jaune de Châtillon souligne le rez-de-chaussée alors que les encadrements et divers ornements sont réalisés en pierre jaune du Pont-du-Gard, les tablettes en pierre de Savonnière et les escaliers en granit du Mont-Blanc.

En finition intérieure, les sols sont à l'origine revêtus de carreaux en grès de Sarreguemines et les murs de soubassement des distributions revêtus de pesette.

Les panneaux décoratifs originaux en faïences sont réalisés par la maison Coppier de

Carouge.

Depuis 1930, le bâtiment a fait l'objet de diverses modernisations dont les principales sont énoncées ci-dessous :

1950	Importants travaux de nettoyage et de peinture, il semble que les peintures décoratives au pochoir du réfectoire, dont le dessin original provient des architectes, ont été recouvertes lors de ces travaux.
1968	Nouveaux groupes sanitaires, peinture, faux-plafonds suspendus, revêtement de sol des distributions et escaliers. Remplacement de la chaufferie.
Années 70	Façades sud, est et ouest : remplacement des fenêtres et huisseries en bois par des menuiseries bois-métal et remplacement des stores en toile extérieurs par des volets roulants.
1979	Construction du centre sportif, démolition du préau couvert et du mur de clôture.
2009	Renouvellement du mobilier de l'école / intégration d'un ascenseur
2010	Mise en conformité des portes d'accès, réfection de l'étanchéité de la toiture de la salle des maîtres
2012	Raccordement de l'école et du centre sportif au réseau de chauffage à distance (CAD) des Tours de Carouge, nouvelle sous-station.

Les transformations successives ont malencontreusement effacé la quasi-totalité du décor intérieur d'origine.

La majeure partie des portes intérieures a été remplacée par des panneaux stratifiés et la pesette décorative des distributions a fait place à du crépis.

Quelques rares locaux présentent encore les sols d'origine et les boiseries du sous-sol ont été partiellement préservées.

L'ensemble du bâtiment est maintenant dédié à l'enseignement primaire, avec quelques locaux destinés à l'accueil parascolaire au sous-sol.

Centre sportif :

A son origine, le projet du centre sportif des Pervenches doit répondre au manque de salles de gymnastique disponibles pour les établissements scolaires de Carouge.

La localisation de la salle, initialement prévue à proximité de l'école Jacques-Dalphin, est déplacée sur le périmètre des Pervenches, le projet développé en 1973 sur ce premier site portant atteinte à l'environnement du Vieux Carouge.

Le programme définitif du centre sportif prévoit une salle de gymnastique de 33x17m avec locaux annexes, une salle de judo avec bureau, vestiaires et services, une piscine couverte avec bassin de 12.5x25m et locaux annexes ainsi qu'une centrale thermique.

Mandaté pour la réalisation de cet ensemble, l'architecte Arthur Bugna propose un bâtiment en béton armé avec dalles pleines ou à caisson. La salle de gymnastique et l'espace du bassin de la piscine sont couverts d'une dalle mixte constituée de poutres métalliques et tôle métallique profilée avec chape ciment.

Les façades en béton apparent sont traitées brut de décoffrage ou cannelées et intègrent des baies vitrées à cadres métalliques de grande dimension. Les ouvrants sont coulissants et motorisés.

Le bâtiment est achevé en 1979 et inauguré en mars 1980.

Il a fait l'objet de travaux d'entretien réguliers dont les principaux sont énoncés ci-dessous :

1999	Réfection de l'étanchéité et de l'isolation de la toiture plate (préau) de la zone vestiaires gym et judo
2004	Réfection de l'étanchéité et de l'isolation de la toiture plate de l'entrée du centre sportif
2005	Réfection de l'étanchéité et de l'isolation de la toiture plate (préau) de la zone piscine, remplacement des coupoles
2006	Remplacement du fond mobile de la piscine, remplacement des faux-plafonds et luminaires de la zone bassin et vestiaires de la piscine, rénovation des vestiaires, remplacement des projecteurs du bassin
2010	Remplacement des conduites du bassin, réfection des joints du bassin
2011	Réfection du sol de la salle de gym
2012	Raccordement de l'école et du centre sportif au réseau de chauffage à distance (CAD) des Tours de Carouge, nouvelle sous-station.
2013	Installation d'un filtre à charbon actif pour la régénération de l'eau de la piscine

2.2.4 Programme de rénovation

Le centre des Pervenches (groupe scolaire et centre sportif), généralités

Le centre des Pervenches regroupe des lieux d'activités scolaires, extrascolaires, associatives et représente un équipement public de proximité à l'échelle de la commune.

Outre les espaces dédiés au groupe scolaire, le GIAP (groupement intercommunal pour l'animation parascolaire) dispose actuellement de quelques locaux au sous-sol de l'école.

La salle de gymnastique et la salle de rythmique sont ouvertes à des sociétés sportives et musicales en dehors des utilisations scolaires de même que la piscine qui accueille, de surcroît, le public sur certaines plages horaires.

Le club de judo bénéficie du dojo en usage exclusif.

Globalement, les édifices et installations techniques sont vétustes et nécessitent une importante rénovation afin d'en assurer la pérennité.

La mise en conformité des bâtiments avec l'ensemble des prescriptions liées aux domaines de la sécurité, de la prévention des incendies et de la salubrité devra être réalisée.

En termes d'enveloppe thermique et de production énergétique, le projet s'attachera à respecter la loi sur l'énergie L2 30 ainsi que son règlement d'application.

Les mandataires s'attacheront également à valoriser le patrimoine bâti de la commune en évaluant avec soin la substance historique à préserver ou à restituer lors de la rénovation des deux bâtiments.

Aucune inscription à l'inventaire n'est à relever pour l'instant. L'office du patrimoine et des sites sera amené à statuer en cours de procédure.

Le groupe scolaire des Pervenches :

Groupe scolaire : Surface de plancher : 5'730 m²
Volume : 20'768 m³

Les locaux du groupe scolaire des Pervenches sont distribués sur 5 niveaux, avec un double accès nord et sud au bâtiment.

Le sous-sol, semi-enterré, abrite les salles d'arts visuels, l'atelier du livre, un espace polyvalent, quelques locaux destinés au GIAP, des locaux techniques, de service et des espaces de distribution.

Au rez-de-chaussée on dénombre 4 salles de classes, la salle de gymnastique d'origine utilisée actuellement comme salle de rythmique/jeux avec vestiaire, une salle polyvalente, la salle des maîtres, le secrétariat, divers locaux de services, les groupes sanitaires et les distributions.

Au 1^{er} étage, l'aile ouest est occupée par le logement du concierge et la surface restante compte 5 salles de classes, 1 bureau, un groupe sanitaire et les espaces de distribution.

Les 2^{ème} et 3^{ème} niveaux comptent respectivement 6 salles de classes, 1 bureau, deux blocs sanitaires et les distributions.

Les combles froids ne sont actuellement pas aménagés.

Edifié en 1910-11, selon les normes scolaires en vigueur au début du XX^{ème} siècle, l'école a été réaménagée au cours de campagnes de travaux successives et ne correspond plus aux normes de confort et de sécurité actuellement en vigueur.

Le groupe scolaire des Pervenches doit être réhabilité pour s'adapter aux besoins de la pédagogie actuelle et aux recommandations courantes du DIP en la matière.

Modifications spatiales :

La direction d'établissement a pour objectif de pouvoir fonctionner, après la rénovation, avec 19 classes et locaux annexes selon programme du DIP.

L'adaptation en plan des espaces restera mineure et le programme établi par le DIP dans le cadre de la rénovation de l'établissement des Pervenches est restitué dans le tableau ci-après.

Le programme standard du DIP a été réévalué en tenant compte de l'espace disponible afin de permettre une intervention raisonnée dans le bâtiment existant.

Avec l'accord du DIP, les salles de classes seront maintenues dans leur configuration actuelle, bien que de dimensions inférieures aux normes. Il faudra toutefois remédier au manque de meubles de rangements et pourvoir les salles de l'équipement technique et fixe mentionné dans les fiches « locaux du DIP ».

Il est admis que le nombre de sanitaires existants dans l'école est surdimensionné et que la suppression d'un groupe sanitaire par étage libèrerait la surface nécessaire à l'intégration des locaux supplémentaires demandés par le programme.

La permutation de certaines fonctions entre les locaux doit être étudiée en fonction des surfaces nécessaires à chaque activité.

Il est prévu de regrouper les activités parascolaires dans des locaux réservés à cet effet hors de l'école et les surfaces actuellement occupées par le GIAP au sous-sol pourront être réaffectées selon besoins du programme.

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE				
Département de l'instruction publique, de la culture et du sport				
ECOLE PRIMAIRE des Pervenches - CAROUGE				
PROGRAMME des locaux pour l'enseignement primaire				
	ACTIVITES	école des Pervenches		
F.T.		Nombre	Surface m²	Surface totale m²
1.	Enseignement	surfaces indicatives		
1.1	Salle d'études (y compris classes intégrées ou les classes d'accueil)	19	60	1140
1.2	Vestiaires adjacents à chaque salle d'étude (28 patères + banc continu)			
1.3	Atelier d'arts visuels	1	120	120
1.4	Local de rangement pour atelier d'arts visuels	1	20	20
1.5	Atelier du livre	1	60	60
1.6	Salle de jeu d'au moins 100 m ² se rapprochant du carré	1	150	150
1.7	Salle de rythmique d'au moins 100 m ² se rapprochant du carré	1	100	100
1.8	Salle d'enseignement d'appui (soutien aux élèves en difficulté scolaire, travaux de groupe, cours de langues et culture d'origine, enseignement artistique déléguée)	2	60	120
3.	Locaux enseignants - administration			
3.1	Salle des maîtres	1	45	45
3.2	Local de documentation et de photocopie (si possible jouxtant la salle des maîtres)	1	15	15
3.3	Salle de travail des maîtres (6-8 personnes)	1	60	60
3.4	salle de réunion	1	60	60
3.5	Infirmierie	1	15	15
3.6	Bureau de la direction	1	20	20
3.7	Bureau du secrétariat et réception	1	20	20
3.8	Bureau pour le personnel d'encadrement et de gestion (maître adjoint/éducateur)	1	20	20
3.9	Bureau pour le personnel de soutien externe (psychologue, logopédiste, etc...)	1	20	20
5.	Locaux commun			
5.1	Installations sanitaires à chaque niveau (WC et lavabos distincts pour filles, garçons, handicapé-e-s, corps enseignant et personnel)			existant

	Local entrepôt du matériel de nettoyage			existant
	Hall et couloirs			existant
	Ascenseur pour le transport des handicapé-e-s et pour les besoins de l'exploitation de l'école			existant
	L'école étant existante les surfaces des locaux sont acceptées par dérogation			
PM	Logement du concierge			existant

Travaux à prévoir par élément de construction

Le mandataire devra établir un état des lieux complet du bâtiment dans son domaine de compétences afin de définir précisément les travaux à entreprendre.

Désignation	Interventions
Gros œuvre	Tous travaux résultant des expertises et sondages qui seront réalisés (voir cahier B1, article 3.1) et/ou exigés par les modifications liées au nouveau projet.
Toiture	Remplacement de l'ensemble de la couverture (ferblanterie, tuiles, étanchéité des parties plates). Traitement de la charpente et réfections diverses selon besoin. Isolation des combles ou du plancher des combles. Peinture des éléments en bois des avant-toits.
Façades	Renforcement de l'enveloppe thermique compatible avec la valeur patrimoniale de l'ensemble. Rafraîchissement/remplacement des crépis. Nettoyage de la pierre de taille et remplacement ponctuel si nécessaire. Remplacement des fenêtres bois-métal posées dans les années 70 sur les façades sud, est et ouest par des menuiseries respectant les critères patrimoniaux. Pose d'un vitrage isolant sur les menuiseries d'origine côté nord. Remplacement des stores à rouleaux mis en place dans les années 70 par des stores en toile à projection selon projet d'origine. Remplacement des protections contre les oiseaux.
Installations techniques Electricité	Remplacement général des installations courant fort et courant faible, mise en conformité, adaptation au nouveau projet. Nouvel éclairage dans l'ensemble des locaux avec dispositif d'automation dans les espaces de distribution et de services. Installation ou mise à jour du système de sécurité nécessaire à l'exploitation d'une école, alarme, éclairage de secours, balisage d'évacuation
Installations techniques Chauffage	Sous-station de chauffage récente raccordée au CAD des Tours de Carouge maintenue. Remplacement de la distribution / Remplacement des corps de chauffe à évaluer, adaptation au nouveau projet. Contrôle, remplacement ou mise en place de vannes thermostatiques sur les corps de chauffe
Installations techniques Ventilation	Remplacement et adaptation des installations existantes. Voir le diagnostic et étude de faisabilité du bureau Energy Management SA (téléchargeable sur www.simap.ch)

Installations techniques Sanitaire	Remplacement de l'ensemble des installations sanitaires, alimentations et conduites d'eau usée.
Aménagements intérieurs	<p>Tout nouvel aménagement nécessaire à la mise aux normes AEAI .</p> <p>Equiper des salles selon les fiches « locaux du DIP ».</p> <p>Démolitions et nouveaux galandages en fonction du nouveau projet.</p> <p>Aménagement d'armoires de rangement et de surfaces d'affichage dans les salles de classes et locaux divers.</p> <p>Installation de stores d'obscurcissement intérieurs dans les salles de classes.</p> <p>Remplacement des appareils sanitaires dans les blocs sanitaires, les classes, l'appartement du concierge et locaux de service.</p> <p>Nouvel agencement de cuisine pour l'appartement du concierge et coin cuisine de la salle des maîtres.</p> <p>Remplacement des revêtements de sol ou réfection des sols d'origine encore existants et récupérables dans l'ensemble des locaux.</p> <p>Remplacement des faux-plafonds.</p> <p>Réfection des plafonds (plâtrerie et peinture).</p> <p>Réfection/remplacement des revêtements de murs (faïences, papiers peints, peinture).</p> <p>Rénovation complète de la salle de rythmique (ancienne salle de gymnastique).</p> <p>Restitution de la pesette d'origine sur les murs des cages d'escalier si toujours existante sous l'enduit.</p> <p>Remplacement du mobilier à évaluer.</p>
Aménagements extérieurs	<p>Réflexion sur les zones d'accès à l'école.</p> <p>Assainissement des conduites des eaux de surface.</p> <p>Contrôle du système de drainage du bâtiment, complément si nécessaire.</p> <p>Réfection complète du préau (voir programme centre sportif).</p> <p>Eclairage selon les directives de la charte d'éclairage public de la Ville de Carouge.</p>

Le centre sportif des Pervenches :

Centre sportif : Surface de plancher : 3'983 m²
 Volume : 20'480 m³

Le centre sportif se situe principalement sous le préau de l'école, il est relié à celle-ci par un couloir en sous-sol. Seules la salle de gymnastique et l'entrée du centre émergent au dessus du niveau du rez.

Le centre est accessible au public par une entrée indépendante de l'école, située avenue de la Praille. Un escalier et un ascenseur mènent au sous-sol où un couloir dessert la piscine, la salle de gymnastique et le club de judo.

Les espaces dédiés à la piscine comptent un hall d'entrée, une zone de vestiaires avec sanitaires, des locaux destinés aux gestionnaires et associations et l'espace du bassin lui-même.

L'espace de la salle de gymnastique compte des vestiaires, des groupes sanitaires et des locaux de rangements pour le matériel.

Le dojo, exclusivement utilisé par les membres du club, a ses propres espaces de vestiaires et de sanitaires. Il comporte, en outre, une petite salle de musculation, un sauna, un coin cafétéria et des bureaux.

Des locaux techniques avec centrale de ventilation et équipements de filtration et renouvellement de l'eau de la piscine occupent une importante surface en annexe des espaces accessibles au public.

Edifié en 1979, le centre sportif atteint un niveau de vétusté qui demande une rénovation globale de ses installations techniques, équipements et revêtements divers.

On s'efforcera toutefois de conserver les équipements qui auraient été remplacés lors de récents travaux d'entretien et présentant un bon état général.

Des rapports d'études préliminaires ont été établis pour les installations CV, les installations de régénération de l'eau de la piscine et pour l'état de carbonatation des bétons du centre sportif. Le rapport du bureau Erbeia et le rapport d'analyses de la société LaboTech, mis à disposition des candidats, met en évidence l'état de carbonatation et de contamination aux chlorures des bétons.

L'étanchéité de la couverture des espaces du centre sportif situés sous la cour de récréation présente de nombreux points faibles qui provoquent des infiltrations d'eau de pluie régulières dans les locaux.

Les supports (dalles de couverture) sont de nature diverses et une solution technique uniforme sur la surface totale du préau doit être étudiée et mise en œuvre.

A cette occasion, l'articulation entre centre sportif et école pourra également être traitée et améliorée.

Modifications spatiales

Les affectations principales des espaces sont maintenues, à savoir le dojo, la salle de gymnastique et le bassin de la piscine.

Une réflexion sera portée par les mandataires architectes sur les espaces annexes tels que les vestiaires, locaux de service, locaux à destination des gestionnaires, stockage, sanitaires et distributions pour en évaluer le potentiel de rationalisation et pour une adaptation aux besoins actuels de fonctionnement des lieux au niveau scolaire, associatif et public.

La gestion des flux croisés des élèves et du public dans les zones de vestiaires doit être revue.

L'accès aux installations sportives et les espaces d'accueil du public pour les activités extrascolaires des enfants sont sous-dimensionnés et demandent une réorganisation, voir un agrandissement de la cage d'escalier.

Les associations utilisatrices des lieux sont en croissance continue et se trouvent à l'étroit dans la configuration actuelle des espaces.

Pour gagner en surface utile, il faudra étudier la possibilité d'annexer et aménager le local citerne désaffecté jouxtant la zone de vestiaires de la piscine.

La récupération de l'espace extérieur en prolongation de la piscine, situé en contre-bas de l'avenue de la Praille, devra également être étudiée, ainsi que toute autre opportunité de gain en volume intérieur.

De façon globale, les structures porteuses existantes seront maintenues. Les diverses modifications spatiales qui seront proposées dans le projet final nécessiteront des interventions ciblées sur les murs porteurs pour répondre aux nouvelles distributions.

Les prestations de l'ingénieur civil liées à l'annexion de la surface des citernes désaffectées et à la potentielle extension des locaux du centre sportif seront également intégrées.

Travaux à prévoir par élément de construction

Le mandataire devra établir un état des lieux complet du bâtiment dans son domaine de compétences afin de définir précisément les travaux à entreprendre.

Désignation	Interventions
Gros œuvre	Tous travaux résultant des expertises et sondages qui seront réalisés (voir cahier B1, article 3.1) et/ou exigés par les modifications liées au nouveau projet.
Bassin piscine	Nouvelle étanchéité et nouveau revêtement du bassin. A évaluer : nouveau bassin inox. A évaluer : remplacement du fond mobile.

Toiture	Rénovation complète de toutes les toitures plates : salle de gymnastique, vestiaires, piscine, dojo, préau couvert, avec mise aux normes de l'isolation. Végétalisation de la toiture de la salle de gymnastique et préau couvert. Nouvelle étanchéité des bacs pour plantations.
Façades	Renforcement de l'enveloppe thermique compatible avec la cohérence et l'expression architecturale de l'ensemble. Traitement de la carbonatation selon rapport du bureau Erbeia-ingénierie civile SA annexé. Nettoyage haute pression. Remplacement des baies vitrées métalliques (fixes + ouvrants) et des stores.
Installations techniques Electricité	Remplacement général des installations courant fort et courant faible, mise en conformité. Nouvel éclairage dans l'ensemble des locaux avec dispositif d'automation dans les espaces de distribution et de services. Installation ou mise à jour du système de sécurité nécessaire à l'exploitation des locaux, alarme, éclairage de secours, balisage d'évacuation. A étudier : mise en place d'une centrale électro-voltaïque sur toiture plate de la salle de gymnastique et/ou préau couvert.
Installations techniques Chauffage	Selon rapport du bureau d'étude Energy Management SA annexé.
Installations techniques Ventilation	Selon rapport du bureau d'étude Energy Management SA annexé.
Installations techniques Sanitaire	Remplacement de l'ensemble des installations sanitaires, alimentations et conduites d'eau usée. Adaptation au projet.
Aménagements intérieurs	Tout nouvel aménagement nécessaire à la mise aux normes AEAI. Equiper les locaux selon standards et fiches du DIP. Démolitions et nouveaux galandages en fonction du projet. Remplacement des revêtements de sol. Réfection/remplacement des revêtements de murs (faïences, enduits, peintures). Réfection des plafonds (plâtrerie et peinture). Remplacement des faux-plafonds. Remplacement des appareils sanitaires dans les blocs sanitaires et locaux de service. Nouvel agencement de cuisine pour la cafétéria. Remplacement du mobilier à évaluer.
Aménagements extérieurs	Assainissement des conduites des eaux de surface. Contrôle du système de drainage du bâtiment, complément si nécessaire. Réfection complète du préau en lien avec la rénovation des toitures du centre sportif. Réflexion sur l'articulation entre centre sportif et école. Réflexion sur les espaces résiduels en contre-bas entre le bâtiment et la rue. Eclairage selon les directives de la charte d'éclairage public de la Ville de Carouge.

2.2.5 Situation foncière

Le Centre des Pervenches est situé en zone 3, sur la parcelle n° 815, propriété de la Ville de Carouge, d'une surface de 5432 m².

Celle-ci comporte le bâtiment No C146 qui regroupe l'établissement scolaire et le centre sportif, d'une surface totale de 4325 m².

Une servitude d'exploitation est inscrite sous le No 25235 du registre des servitudes.

2.2.6 Audit et étude de faisabilité

Le bureau Erbeia Ingénierie civile SA a réalisé un diagnostic sur l'état de carbonatation des bétons dans le cadre d'un mandat attribué par la Ville de Carouge en janvier 2018. Cette étude est remise dans le cadre de cet appel d'offres.

En revanche, le bureau Erbeia Ingénierie civile SA n'a pas participé à la préparation de l'appel d'offres. Leur participation s'est limitée à une collaboration antérieure à la préparation de l'appel d'offres. Une telle collaboration n'est pas de nature à entraîner l'exclusion du bureau Erbeia Ingénierie civile SA comme concurrent.

Afin que les concurrents disposent d'un même degré d'informations, le rapport de synthèse dans son intégralité figure dans la liste des documents mis à disposition de tous les concurrents.

2.2.7 Coût estimé de l'opération

A ce jour, le coût global de l'opération (CFC 1,2,3,4,5 et 9) est estimé à CHF 32'700'000.- TTC dont :

Rénovation du groupe scolaire :	16'000'000.- TTC
Rénovation du centre sportif :	16'700'000.- TTC

Le montant donnant droit aux honoraires de l'ingénieur civil pour l'ensemble du marché est estimé à CHF 1'600'000.- HT (CHF 1'723'200.- TTC)

Cette évaluation comprend (liste non exhaustive) :

- Remise en état des canalisations et des drainages
- Diverses modifications de structures
- Divers renforcements de structures (e.g. séisme, accès pompier, etc.)
- Réalisation de percements et de trémies pour le passage de techniques
- Modification de l'entrée du centre sportif
- Création d'un agrandissement du centre sportif
- Travaux spéciaux liés à l'agrandissement
- Réfection des joints de dilatations
- Réfection des bétons carbonatés
- Réfection des bétons de la piscine
- Renforcement de la charpente bois
- Transformation du local citerne
- Eléments en béton armé des aménagements extérieurs

2.2.8 Prestations du mandataire

Le mandat comprendra une première phase d'expertise (voir cahier B1, paragraphe 3.1 A) et l'exécution des prestations d'ingénieur civil, telles que définies dans le règlement SIA 103/2014, 2^{ème} édition révisée, pour la rénovation du groupe scolaire et du centre sportif, soit :

a)	3	Etude du projet	31	Avant-projet
			32	Projet de l'ouvrage
			33	Procédure de demande d'autorisation
b)	4	Appel d'offres	41	Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication
c)	5	Réalisation	51	Projet d'exécution
			52	Exécution de l'ouvrage
			53	Mise en service, achèvement

L'adjudication définitive du mandat d'ingénieur est tributaire de la votation en force du crédit d'étude par le Conseil municipal.

Le passage à l'étape c) est tributaire de l'obtention du crédit de construction par le vote en force du Conseil municipal et de la délivrance de l'autorisation de construire, tous recours échus. En conséquence, une interruption entre les deux phases est à considérer.

En outre, il faut envisager la possibilité d'une exécution de l'ouvrage en deux étapes, dissociant le groupe scolaire du centre sportif, les scénarios de relocalisation provisoire des diverses activités étant encore à l'étude.

Sont également compris dans l'offre :

- les frais de déplacement et d'hébergement éventuels
- le temps passé en déplacement

Il sera demandé au mandataire :

- de prendre en charge, le cas échéant, la gestion des travaux de gros œuvre liés au relogement de tout ou partie des effectifs scolaires dans des locaux provisoires type container. Ces prestations ne sont pas chiffrées dans le coût estimé de l'opération et feront l'objet d'un complément de mandat qui sera dimensionné ultérieurement.
- de collaborer avec les divers services de la ville de Carouge ainsi qu'avec les autres mandataires désignés par le Maître de l'ouvrage.
- de prendre en compte les contraintes et impératifs liés au fonctionnement de l'école.
- de gérer l'ensemble de l'opération selon le code des frais de construction (CFC, niveau à 3 chiffres). Le devis général devra être établi selon un descriptif détaillé des travaux et fournitures prévus, matériaux choisis, métrés et prix indicatifs.
- de respecter les délais d'exécution et les coûts.
- de vouer une attention particulière à une gestion écologique de la construction, soit d'appliquer les directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire (consultable sur le site www.etat-ge.ch) et d'utiliser les fiches CFC écologiques disponibles sur le site www.eco-bau.ch.
- de fournir des prestations adaptées à l'opération considérée pour permettre un déroulement logique et pour coordonner des études et des travaux avec tout le soin requis et les compétences que l'on est en droit d'attendre de mandataires qualifiés.
- de respecter les exigences légales en matière de marchés publics lors du traitement des appels d'offres
- de transmettre toutes les informations nécessaires au Maître d'ouvrage afin de permettre à celui-ci de prendre, en temps voulu, les décisions utiles.
- de respecter les principes déontologiques admis en matière de rénovation de bâtiments anciens.

Etablissement de l'offre

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires.

Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux.

Les prestations rétribuées au tarif-temps pour la phase expertise seront forfaitisées.

Il convient de relever, qu'au cas où le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – accepté par le maître de l'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires de l'étude effectivement réalisée avant refus du CM.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert net HT sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du Maître de l'ouvrage.

Frais accessoires

Les frais de déplacement et hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.9 Organisation du mandat

- Maître d'ouvrage : *Ville de Carouge*
- Service gestionnaire : *Service constructions, entretien et sports*
- Entités bénéficiaires : *Direction de l'instruction publique (DIP),
Judo club de Carouge
Carouge Natation
Diverses associations carougeoises*

Lors des études et de la réalisation, les mandataires seront amenés à collaborer avec les services gestionnaires et bénéficiaires, ainsi qu'avec divers services de l'Etat et de la Ville de Carouge.

2.2.10 Délais

- Appels d'offres : été-automne 2019
- Demande de crédit d'étude et adjudication définitive du mandat d'ingénieur : automne 2019
- Réalisation des sondages et des expertises : hiver 2019
- Avant-projet et estimatif sommaire des coûts de construction : printemps 2020
- Projet + dépôt de la requête en autorisation de construire : automne 2020
- Devis général : fin 2020
- Demande du crédit de construction : printemps 2021
- Début de chantier : été 2021
- Remise de l'ouvrage : été 2023

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le :

Lundi 18 novembre 2019 à 11h auprès de :

Ville de Carouge, Service constructions, entretien et sports

14 place du Marché

1227 Carouge

Horaires : du lundi au vendredi, 8h00-12h00, 14h00-17h00.

Les attestations seront remises en même temps que les offres, mais sous pli fermé séparé

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, **tout dossier qui parviendra hors délai sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire, accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES INGENIEURS CIVILS
Rénovation du groupe scolaire et du centre sportif des Pervenches

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont accompagnés des attestations de respect des conventions sociales d'une durée de validité de 3 mois maximum demandées par l'adjudicateur ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve en Suisse

3.4 Frais pour inscription et demande du dossier

Néant.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

Néant.

3.6 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure, s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.8 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- soit limitée dans le temps et soit achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fasse pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.10 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise.

A noter que chaque membre associé devra répondre de manière individuelle aux exigences et conditions de participation à la procédure.

3.11 Sous-traitance

De manière générale la sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de ce mandat. Toutefois, l'appel à des experts externes avec des compétences spécialisées et pouvant apporter une plus-value au projet peuvent être acceptées.

A noter que chaque expert devra répondre de manière individuelle aux exigences et conditions de participation à la procédure.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le franc suisse (CHF).

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.16 Variantes d'offres

Les variantes d'offres ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.17 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.18 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

Le Maître d'ouvrage se réserve également le droit de solliciter un expert dans un domaine particulier.

3.19 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15 avril 1994
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6 octobre 1995 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19 décembre 1986 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25 novembre 1994, révisé le 15 mars 2001 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet : www.simap.ch

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délai pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

Jeudi 7 novembre 2019

auprès de :

Ville de Carouge, Service constructions, entretien et sports

14 place du Marché

1227 Carouge

Email : scs@carouge.ch

Ou par l'intermédiaire du forum aux questions sous www.simap.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé et posées par écrit.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, sur la plateforme www.simap.ch.

Les réponses seront accessibles à l'ensemble des concurrents. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Une visite unique du site est prévue le **mercredi 6 novembre à 14h**. Le rendez-vous est fixé devant l'entrée du centre sportif, 20 avenue de la Praille.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises. L'audition ne doit pas conduire à une modification de l'offre déposée.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITÈRES D'ADJUDICATION	PONDÉRATION
1.- Qualité économique globale de l'offre	
• prix	
• crédibilité du prix (heures, tarif,...)	30 %
2.- Compréhension de la problématique	30 %
3.- Organisation du candidat	20 %
4.- Références du candidat	20 %
TOTAL	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur en cas de doute ou imprécision des informations fournies par le candidat. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée, soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode linéaire.
La formule utilisée est la suivante :

$$\text{Note du candidat} = 5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min.})$$

H offerts : montant des honoraires offerts en francs

H min. : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue

H moyen : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'ouvrage.

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

L'adjudicateur n'a pas l'intention de noter les offres sous l'angle du temps consacré pour exécuter le marché. Le temps consacré sera cependant apprécié dans l'évaluation du sous-critère « crédibilité de l'offre » du critère principal « qualité économique globale de l'offre ».

4.12 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Profession / fonction
M. Philippe Waller	Architecte, chargé des nouvelles constructions, Ville de Carouge
Mme Odermatt Daniela	Architecte, responsable d'opération, Ville de Carouge
M. John Magnin	Ingénieur civil, Le Collectif sàrl ingénieurs civils, Carouge

4.13 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.14 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.16 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, soit la Chambre administrative de la Cour de justice de la République et Canton de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication ; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 103 / 2014, 2^{ème} édition révisée valable dès novembre 2018 est applicable.

4.18 Hausse conjoncturelle

Les adaptations du prix dues au renchérissement ne seront convenues que pour les contrats dont la durée de validité est d'au moins trois ans ; les prix restent donc bloqués pendant les trois premières années.

Au-delà de ces trois ans et lorsqu'un renchérissement est stipulé, celui-ci sera conforme aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année (date d'adjudication).

Toutefois, le renchérissement est applicable uniquement lorsque le changement de l'indice suisse des prix à la consommation dépasse 2 %.